

- Rien n'est plus désastreux qu'un investissement rationnel
  - dans un monde qui ne l'est pas.
- J.M. Keynes

Lettre en date du  
21 janvier 2013

## Condamné à Réussir.

« *L'important, ce n'est pas ce qui t'arrive, c'est ce que tu fais avec ce qui t'arrive* ». Cette maxime que j'emprunte à Chelsea Clinton s'applique à François Hollande qui est obligé de s'adapter aux réalités qui n'étaient pas celles du candidat socialiste. Ma lettre financière du 31 août finissait en recommandant les conseils de Machiavel au nouveau président afin de sauver ce qui reste de la grandeur française et principalement d'arrêter de dépenser plus que ce que la France ne gagne.

Ayant prôné avec Sarkozy le oui au référendum européen de 2005, Hollande ne pouvait pas débiter son mandat en risquant l'éclatement de la zone euro par la non ratification du traité budgétaire européen. Il a donc accepté de se plier à la discipline communautaire et s'est engagé à équilibrer les comptes de l'Etat. Pour y arriver, la loi de finances 2013 a eu la main très lourde pour les entreprises et les contribuables aisés. Le problème est que si les recettes ont bien été chiffrées avec des payeurs clairement désignés et aisément identifiés, il n'en a pas été de même s'agissant des dépenses et des économies à réaliser.

Après son costume de grand percepteur fin 2012, en ce début 2013, Hollande a dû prendre celui de chef de guerre. Mais contrairement à Sarkozy en Côte d'Ivoire et en Lybie, il n'avait pas le choix. Si les armées françaises n'étaient pas intervenues, Bamako, les milliers de ressortissants et les intérêts français sur place devenaient la proie des islamistes. Le président normal qui ne voulait plus de la France-Afrique a ainsi dû mettre de côté ses bons principes pour endosser le costume de Président de la 5ème République dans la tradition de ses prédécesseurs.

Le Mali, ancienne colonie, comme presque tous les pays du sud Sahel, étant encore pratiquement chasse gardée des intérêts français, il n'est pas étonnant que les dirigeants des autres pays européens attendent le feu vert de leurs opinions publiques avant de s'engager aux côtés de l'armée française. Les malheureux otages tués en Algérie sur la base d'In Amenas feront rapidement évoluer leurs réticences.

Si les militaires ont pu constater que Hollande savait prendre des décisions difficiles, les chefs d'entreprises, les épargnants, et l'ensemble des français auront-ils la même satisfaction, à savoir découvrir un Président capable de diminuer les besoins hors normes de l'Etat français. Les socialistes tiennent l'Assemblée, le Sénat, les Régions, les grandes villes. La question est de savoir ce que fera Hollande de ses pouvoirs ? En continuant à charger la barque de prélèvements supplémentaires, poussera-t-il d'autres Depardieu à quitter la France ? Ou bien, prendra-t-il les mesures indispensables pour que Michel Sardou, pourtant pas catalogué à gauche, accepte temporairement l'effort demandé si l'objectif est l'intérêt général du pays ?

L'issue de la guerre au Sahel est prévisible. Il faudra des générations pour que l'islam et le manque de pétro dollars arrêtent de produire des volontaires prêts à se faire droner pour le djihad. Ce délai, Hollande n'en bénéficie pas, car sa limite est celle des prochaines élections.

Si la France garde le cap des trente dernières années et maintient son exception économique, elle se retrouvera seule. Comment expliquer un ministère de l'agriculture toujours plus pléthorique alors qu'en vingt ans le nombre d'agriculteurs a été divisé par deux ? La conséquence de cette gabegie en est l'exemple frappant de la Pologne.

.../...

Alliée et amie de la France depuis des siècles, principale victime de la barbarie nazi de 1939 à 1945, ce n'est pas vers le modèle français que la Pologne se tourne, mais vers celui de l'allemand.

En finançant ses déficits avec 2/3 d'augmentation des prélèvements fiscaux et sociaux, Hollande fait l'inverse de ce qui a réussi ailleurs. Le Canada, la Suède, l'Allemagne, la Grande Bretagne, ont réalisé des coupes budgétaires drastiques. C'est la voie que suivent aujourd'hui l'Espagne et l'Italie, cette dernière étant malheureusement tributaire de Berlusconi et des élections anticipées provoquées par ce dernier.

Seule la France persiste à financer son modèle social par l'emprunt et la hausse des prélèvements. François Hollande devra là aussi prendre une décision vitale. Soit il réduit les dépenses publiques pour se mettre au niveau des meilleurs, soit, à l'instar des recommandations de Marine Le Pen et autres souverainistes, il sera contraint de réimprimer une bonne vieille monnaie nationale et de subir ses dévaluations.

En acceptant de racheter sans limites les obligations des pays de la zone euro qui en feraient la demande, le président de la BCE, Mario Draghi a calmé la spéculation à court terme et permet aux pays du sud, Espagne, Portugal et Italie de financer leurs emprunts à des taux acceptables.

Aux Etats-Unis, après s'être mis d'accord en fin d'année sur le budget, républicains et démocrates devraient également s'entendre pour relever le plafond de la dette. En Asie, la Chine va moins mal que prévu. La fin du monde prévue par les Mayas n'ayant pas eu lieu en décembre, sauf tsunami ou accident nucléaire, 2013 se présente donc sous de bons auspices.

2012 a déjà été un bon cru, non seulement pour les actions, mais aussi pour les obligations. Mais cette hausse des marchés financiers va-t-elle vraiment durer ? Le consensus des spécialistes financiers prévoit pour le CAC 40 ainsi que pour l'euro Stoxx 50 une nouvelle hausse à deux chiffres. Si ce n'est pas une certitude, c'est au moins une probabilité pour les raisons suivantes :

- Les liquidités qui inondent le marché doivent trouver à se placer.
- Les rendements des emprunts obligataires des Etats bien notés sont à un niveau à peine équivalent à celui de l'inflation.
- Les rendements procurés par les dividendes des sociétés sont souvent supérieurs à ceux des obligations d'Etats.
- Les sociétés cotées et intégrés dans les deux indices cités plus haut sont internationales. Si elles sont pénalisées par l'atonie européenne, elles profitent de la croissance mondiale.

Sauf exception, l'épargnant devra continuer à privilégier la sécurité en gardant les fonds euros à cliquets dont les supports sont en grande partie des emprunts d'Etat. Même si ces derniers sont à priori sans risque, l'expérience démontre qu'ils ne sont malheureusement pas sûrs à 100% non plus.

Le premier avantage des fonds à cliquets est de permettre à l'épargnant de privilégier le maintien de son pouvoir d'achat, le rendement moyen net après prélèvements sociaux étant à l'heure actuelle un peu supérieur à 2,5% alors que l'inflation avoisine les 2%.

Pratiquement aussi disponible qu'un livret A tout en étant encore un peu plus rentable, le deuxième avantage est de pouvoir désigner des bénéficiaires qui ne seront imposables qu'à partir de certains montants.

L'avenir de l'Europe et de l'euro tient au couple franco allemand. L'implosion de la zone euro a été évitée grâce aux excellentes relations entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel. Mais qui se souvient qu'en lançant l'Union pour la Méditerranée au début de son quinquennat sans en référer à ses partenaires européens, Sarkozy avait créé une crise majeure et que ses relations avec la chancelière allemande étaient alors pires que celle du couple Hollande Merkel aujourd'hui.

La célébration ces jours-ci des cinquante ans de l'amitié franco allemande permettra peut être aux deux responsables de repartir du bon pied. Condamné à cohabiter avec Merkel les prochaines années, la chancelière ayant de très fortes chances d'être réélue, il faut espérer que le pragmatisme de Hollande l'emportera sur l'idéologie de la gauche à la française dont Jean Luc Mélenchon et Noël Mamère sont les caricatures. A défaut, son titre de gloire sera le retour au franc et à une France Musée. Les peuples heureux n'ayant pas d'histoire, Louis XIV, Napoléon et De Gaulle rejoindront alors les héros de Sparte. Européen convaincu, ce serait pour Hollande le pire des scénarios.

Si l'épargnant est un peu plus optimiste et surtout s'il veut éviter que la France ne soit livrée au Qatar (titre de Marianne du 5 janvier 2013), il pourra intégrer un petit pourcentage d'unités de compte à son fonds euros. En cas de remontée des marchés, il améliorera le rendement du contrat et cette petite prise de risque empêchera peut-être aussi nos enfants de ne travailler que pour des sociétés dont les propriétaires ne seraient que des étrangers.

Très bonne année 2013.

Votre dévoué. Mario Schneider